

Différences

en 3D

Discussion entre

VASSILIS TSIANOS,
JULIANE KARAKAYALI,
SHARON DODUA OTOO,
JOSHUA KWESI AIKINS
ET SERHAT KARAKAYALI



a & k : L'année dernière [2012] Juliane, Vassilis, Serhat et Aida Ibrahim ont publié un article dans la revue *analyse & kritik*, dénonçant les usages des études critiques de la blancheur (*Critical Whiteness*) dans les milieux antiracistes.

Kwesi, qu'est-ce qui te dérange dans ce texte ?

Joshua Kwesi Aikins : Pour moi, l'article parle de l'approche critique de la blancheur de manière trop limitée. Le renversement théorique qui consiste à ne plus seulement regarder les personnes que le racisme touche en négatif, mais aussi celles qui en profitent, a une longue histoire. L'article néglige cette histoire, il méconnaît la production théorique de personnes noires en Allemagne, telles que May Ayim et de Katharina Oguntoye, et il méconnaît ce que cette démarche apporte. C'est pourquoi j'aurais souhaité, plutôt que de jeter le bébé avec l'eau du bain, qu'un article critiquant les pratiques du campement *No Border* pose aussi la question des apports de l'approche critique de la blancheur.

a & k : Juliane, Vassilis, Serhat, vous écrivez que les études critiques de la blancheur mettent l'accent sur les structures et les mécanismes privilégiant les blancs. Qu'est-ce qui vous dérange là-dedans ?

Juliane Karakayali : Ce que nous critiquons, c'est la construction de deux groupes sur le principe que les privilèges des un·es constituent la souffrance des autres. Nous nous demandons si cette manière de penser fait avancer nos analyses et pratiques politiques, ou si elle n'est pas plutôt un obstacle à ces deux niveaux, parce qu'en fin de compte, il ne nous resterait plus qu'à choisir auquel de ces deux groupes il faut souhaiter la victoire.

Serhat Karakayali : Je me demande à quoi ça sert de parler de quelque chose que tout le monde devrait avoir – l'accès à des logements, à des boulots, la possibilité de marcher sans peur

dans la rue – en terme de « privilège ». Je comprends l'intention, mais moi, au fond, je veux qu'on critique le racisme d'une manière qui permette d'envisager des intérêts communs plutôt que de continuer à s'inscrire dans des positions découlant du racisme.

Je veux problématiser le racisme en me basant sur des pratiques de résistance, sur des pratiques de lutte contre le racisme, car s'il n'y avait pas de résistance antiraciste, la situation serait bien différente en Allemagne. Pourtant, nombre des participant·es à cette résistance antiraciste seraient décrit·es par les partisan·es de l'approche critique de la blancheur, comme celles et ceux qui ont des privilèges.

Sharon Dodua Otoo : Pour moi, le terme de « privilège » est d'abord un outil de travail. Par exemple, je suis britannique, donc j'ai un passeport de l'Union européenne, je n'ai pas besoin de visa,

"Le mot « privilège » sert à comprendre ce dont je dispose, ce que je prends comme allant de soi"

je peux travailler, je peux toucher le *Hartz IV*^[1]. En comparaison, les migrant·es venant des pays extérieurs à l'UE sont clairement désavantagés. Quand je veux parler de leur situation, il est important pour moi d'en rendre compte et de me référer à leur expertise. Je ne peux pas parler pour d'autres. Le mot « privilège » sert à comprendre ce dont je dispose, ce que je prends comme allant de soi. Si je suis privilégiée dans une situation donnée, je dois être particulièrement attentive et à l'écoute des personnes qui se trouvent exclues à cet endroit précis.

Kwesi : Juliane et Serhat, je pense que vos propos sont contradictoires. Si vous dites que le racisme construit des groupes, alors on devrait bien pouvoir parler de ces groupes. Car cela signifie que les privilèges font partie des dynamiques racistes. Tant au niveau individuel qu'au niveau structurel, le privilège blanc existe, même en Allemagne.

Vassilis Tsianos : S'agit-il de privilèges blancs ou de privilèges allemands ?

Kwesi : Ils se recourent, mais ils ne sont pas identiques.

Vassilis : Tout à fait. Et donc, tu nous situes où là-dedans, nous les millions de *Schwarzköpfe* ^[2] en Allemagne ?

[1] NDT : équivalent du Rsa en Allemagne

Kwesi : Le racisme suggère toujours un découpage en deux groupes, alors que ça ne fonctionne pas comme ça. Nous deux, déjà, nous avons en Allemagne des expériences très différentes du racisme. *People of Color (PoC*)* est un terme générique pour décrire des possibilités de coalitions politiques entre personnes touchées par le racisme de différentes manières.

Sharon : Vassilis, tu parles de « *Schwarzköpfe* » et souvent vous parlez aussi de « *migrant·es* ». Je voudrais expliquer pourquoi j'utilise le terme de « *People of Color* » à la place de celui de « *migrant·es* » : en Allemagne, je suis migrante, mais ce n'est pas la raison des discriminations racistes que je subis. Je ne subis pas le délit de faciès parce que je viens de Grande-Bretagne mais parce qu'on me classe comme « Noire = Afrique ». À mon avis, on a besoin de mots qui permettent de saisir ces différences, pour être sûr·es de parler vraiment des mêmes choses lorsque nous parlons de discriminations. Toutes les migrant·es ne sont pas des *PoC* et toutes les *PoC* ne sont pas des migrant·es.

Juliane : Alors trouvons un exemple de privilège blanc... Je cherche à clarifier si ce terme permet d'en dire plus que si on parlait de racisme tout court.

Kwesi : Par exemple, le privilège de ne pas subir le délit de faciès, celui de ne pas être désavantagé·e dans la recherche de logement...

* les termes suivis d'une * sont définis dans le glossaire en colonne de droite au fil des pages.

[2] NDT : Insulte allemande envers les Turcs/Turques, elle est, comme dans cette question, réappropriée par les personnes visées.

GLOSSAIRE

Modernité (suite)

contestation du pouvoir de la place Tian'anmen (1989). La modernité décrit un régime de pouvoir qui part des pays européens, qui passe par la révolution industrielle, les conquêtes coloniales, un certain rapport rationnel au monde, un développement des sciences humaines et sociales... La modernité passe par des grandes oppositions binaires et par la constitution d'échelles de valeur, d'étalons au niveau cosmologique : nature/culture, humain/animal, sujet/objet, homme/femme, développé/primitif, rationnel/sensible, religion/superstition, normal/pervers... À partir des années 1980, des penseur·es se revendiquent comme postmodernes et cherchent à déplacer le cadre de pensée moderne : développer, traduire d'autres pensées et pratiques politiques, changer les dynamiques de savoir et de pouvoir. Ces mouvements et personnes sont très diverses, certain·es s'attachent à remettre l'Europe à sa place. Il s'agit d'un continent, lui aussi divers, et non du centre du monde (ce que Chakrabarty appelle *Provincialiser l'Europe*) ; d'autres défont pratiquement dans leurs vies et leurs écrits les grandes impositions binaires (comme Anzaldúa le propose avec la figure de la *mestiza*) ; d'autres encore cherchent à laisser la place à la négociation d'universaux plus justes à partir de différents points de vue (voir Arendt, Butler, Boukari-Yabara, Zahra Ali, etc.)

die Linke / links

Littéralement : la gauche / de gauche, toutefois les termes ne recouvrent pas la même chose qu'en français et présentent une difficulté récurrente pour la traduction. Quand on parle de la gauche française, on parle d'une gauche institutionnelle : les partis politiques, les syndicats, etc. Même le terme extrême-gauche qualifie encore des partis politiques

Juliane : Je ne vois pas en quoi le terme de « privilège » nous permet d'aller plus loin dans ce travail d'analyse. Des ressources limitées comme le logement et le travail sont inégalement distribuées dans la société et c'est le racisme qui fait que toutes les personnes n'y ont pas accès de la même manière. Un mouvement antiraciste devrait analyser et combattre le fonctionnement concret du racisme. Pourtant, le terme de « privilège » réduit le racisme à une lutte de répartition entre noir·es et blanc·es dans laquelle les deux se font face et se disputent des ressources. Par exemple, la répartition raciste du travail dans la société fait que des Allemand·es blanc·es obtiendront plus facilement un boulot, entre autres parce qu'à cause du racisme, les personnes noires sont souvent exclues pendant les procédures d'embauche. Je peux maintenant reprocher à une personne blanche d'avoir eu son boulot seulement parce qu'une personne noire ne l'a pas obtenu. Mais cette critique n'attaque pas du tout la répartition raciste du travail sans laquelle ces deux groupes n'existeraient même pas. Dans le cas du délit de faciès, cette manière de penser fonctionne encore moins, puisqu'il ne s'agit pas d'une quantité donnée de contrôle, qui serait répartie entre des humains blancs et noirs. Contrairement à la recherche de logement ou d'emploi, les

personnes blanches ne profitent pas de ces contrôles. Évidemment, le délit de faciès est raciste, mais il est difficile de dire que ne pas le subir est un privilège.

Kwesi : Je pense qu'on peut le dire quand même. Dans un groupe de personnes, avoir ou non des privilèges blancs amène forcément à avoir des expériences et des possibilités différentes. Si pour toi parler de « privilège » ne marche que quand il y a un avantage qui serait exactement la valeur inversée du désavantage, c'est que nous n'en avons vraiment pas la même vision. Il ne s'agit pas uniquement d'une dimension matérielle, mais aussi d'une dimension symbolique pour laquelle l'équation fonctionne autrement.

Serhat : Nous parlons ici de deux termes qui semblent liés : privilèges et PoC. La dénomination *People of Color* me pose problème surtout dans le sens qu'elle se construit sur cet élément supposé visible de la couleur de la peau. En regardant l'histoire du racisme en Europe, on tombe vite sur des exemples dans lesquels les pratiques d'exclusion se passent complètement du marqueur de la couleur de la peau, par exemple

l'antisémitisme. Mais ici ce qui m'importe c'est un autre point : il y a peu de temps, j'ai discuté avec une conductrice de taxi et elle disait : « *Tu sais quoi, je viens d'Allemagne de l'Est et beaucoup de ce que tu racontes, je le connais, ça me concerne aussi.* » La première chose qui m'est venue à l'esprit, c'est : « *Tu déconnes ? Nous, on n'ose même pas aller là-bas [en Allemagne de l'Est] à cause des nazis^[3], alors qu'est-ce que tu dis-là ?* » Mais elle a quand même raison sur un point : par rapport à une partie dominante de la société [allemande], elle a connu des expériences d'exclusion et de stigmatisation. Peut-être que vous

[3] NDT : Dans certaines régions d'Allemagne de l'Est les agressions racistes commises par des groupes de néo-nazis (plus ou moins) organisés sont très nombreuses, ce qui a amené pas mal de personnes ciblées par ces attaques à éviter, si possible, de se rendre dans ces régions qui souvent sont en moyenne encore plus « blanches » que l'Ouest de l'Allemagne. Il serait cependant problématique de se contenter d'une analyse disant que les Allemand·es de l'Est seraient plus racistes et fascistes que ceux de l'Ouest. S'il est vrai que le processus de réunification a mené à une situation où un certain nombre d'Allemand·es de l'Est se considèrent comme les perdant·es de la réunification (une partie des personnes ont perdu des droits socio-économiques, les salaires sont plus bas et le chômage est beaucoup plus élevé qu'à l'Ouest, etc.), le chômage et la misère économique ne mènent pas forcément au racisme et à la violence organisée. Des groupes antifascistes allemands ont documenté à plusieurs reprises comment des groupes fascistes d'Allemagne de l'Ouest disposant d'infrastructures organisées et solides, se sont rendus à l'Est et ont activement cherché à canaliser les sentiments de frustration et de manque de perspectives d'une partie de la population locale afin d'organiser des attaques parfois massives contre les personnes perçues comme étrangères, comme par exemple à Rostock en 1992 (à voir, en allemand : le documentaire *The truth lies in Rostock* en ligne sur youtube.com).



" Le terme de « privilège » réduit le racisme à une lutte de répartition entre noires et blanches dans laquelle les deux se font face et se disputent des ressources "



vous rappelez le procès concernant une lettre de candidature sur laquelle un DRH avait apposé la mention « Ossi »^[4]. À l'époque le verdict disait : il ne s'agit pas d'une discrimination raciste puisque les « Ossis » ne sont pas un groupe ethnique. Évidemment, les Allemandes de l'Est ne sont pas des PoC. Pourtant, je peux concevoir cette expérience, je peux la comprendre, voire en être solidaire. Ou alors, je peux mettre en avant ce qui nous sépare, c'est un choix.

Kwesi : Moi non plus je n'appellerais pas « racisme » les expériences des blanches socialisées en Allemagne de l'Est, mais je suis d'accord qu'à ce niveau existent des formes spécifiques de discrimination et d'exclusion. En même temps, il y a des différences que tu nommes toi-même. J'ai grandi dans le quartier *Märkisches Viertel* à Berlin-Ouest, c'est-à-dire quasi dans le dernier pâté de maison avant le mur, et j'ai moi-même vu la montée incroyable de la violence raciste après la réunification^[5]. Outre l'échec d'un pseudo-antifascisme en RDA [Allemagne de l'Est] depuis sa constitution, un

[4] NDT : *Ossi* est dérivé de *Ostdeutsche* (Allemande de l'Est) par opposition à *Wessi* pour *Westdeutsche* (Allemande de l'Ouest).

aspect important de cette montée du racisme a été la dévalorisation massive des personnes de l'Est, considérées comme arriérées et idiotes [par l'Ouest]. Il s'est alors présenté la possibilité de se distinguer par le racisme, c'est-à-dire de s'intégrer dans la société ouest-allemande en dévalorisant de manière raciste d'autres personnes, les soi-disant « étrangères », et celles et ceux que l'on considère comme telles. V.E.B. Du Bois a bien décrit ce processus : dans les sociétés occidentales le racisme offre à des personnes situées au plus bas des hiérarchies sociales une possibilité de distinction symbolique tout en les empêchant de faire cause commune et de se solidariser. Le verdict auquel tu fais référence, selon lequel une discrimination subie n'est pas du racisme parce que les personnes concernées ne constituent pas un « groupe ethnique », s'applique malheureusement aussi aux personnes noires en Allemagne : c'est avec cette justification, que les ministères de l'Intérieur et de la Justice refusent de répondre aux demandes qui visent à savoir combien de personnes noires sont concernées par telle ou telle forme de racisme.

[5] NDT : De nombreux témoignages de personnes racisées font état de cette montée du racisme qui a accompagné la réunification des deux États allemands et qui a conduit à produire un sentiment d'exclusion et de peur auxquels il est fait ici référence par Kwesi, et plus haut dans le texte par Serhat. Au début des années 90, ces agressions racistes sont allées jusqu'à des attaques incendiaires de logements faisant plusieurs mortes.

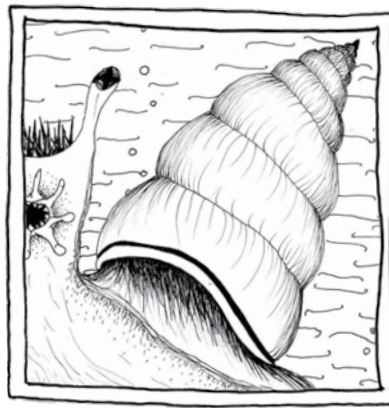
GLOSSAIRE

Die Linke (suite)

participant au système parlementaire. Si on veut parler en français de groupes politiques hors de ce cadre, on doit être plus explicite : des anarchistes, des totos, l'ultra-gauche, etc. En allemand, *die Linke* renvoie plutôt à ce qu'on pourrait appeler de manière un peu floue « les milieux militants ». Le terme est plus imprécis qu'en français, selon le contexte il comprend ou non des groupes plus institutionnels tels que les syndicats mais rarement des partis politiques (même si depuis quelques années il existe un parti s'appelant *Die Linke*). Par contre, il comprend toujours les groupes politiques qui se situent « plus à gauche » et le terme *linksradikal* ne désigne que des initiatives militantes hors du cadre institutionnel et parlementaire. L'adjectif *links* sert à désigner soit l'appartenance à ces réseaux, soit des analyses et discours politiques portés par ces milieux, et c'est dans ce sens que nous l'avons parfois traduit par « émancipateur ».

Definitionsmacht (pouvoir de définition)

Le concept de *Definitionsmacht* est développé par les milieux féministes en Allemagne à partir des années 1970/80 en tant que posture à prendre dans le soutien aux femmes ayant subi des violences sexuelles. Dans des cas d'agressions sexuelles, la perception des personnes concernées est souvent mise en doute ou du moins considérée comme discutable. Elle est mise alors sur le même plan que celles de personnes qui se trouvaient là par hasard, d'amies, de l'entourage, de l'agresseur, etc. Le concept de *Definitionsmacht* est, au contraire, le parti pris inconditionnel de donner à la personne concernée le pouvoir de définir ce qui s'est passé. Comment on vit une situation et comment on la nomme ensuite, cela peut être différent selon les personnes. Le concept de *Definitionsmacht* reconnaît donc aussi qu'il n'est pas possible d'opérer avec des



Vassilis : Mais arrêtons de dire que tout ça, ça n'est pas faire des hiérarchies. Dans cette pièce certaines personnes ont vécu des expériences de racisme bien conséquentes, et d'autres, comme les visages blancs ici présents, ont acquis une expérience conséquente dans la lutte antiraciste à nos côtés. C'est pourquoi je pars de l'idée que nous parlons une langue commune. Tu dis tout le temps qu'il ne s'agit pas de hiérarchiser les expériences des personnes qui subissent le racisme mais que ce qui t'importe, c'est de les différencier. Alors que moi, produire de la différence, ça ne m'intéresse pas. Ce qui m'intéresse, c'est d'analyser le racisme. Faut-il concevoir le racisme comme un continuum entre « noir » et « blanc » comme vous le faites ? Ou vaut-il mieux dérouler une analyse du racisme en se demandant toujours comment le rendre impossible ? À savoir par l'existence, tout au long de l'histoire de la construction du racisme en Allemagne, de sujets antiracistes, migrants et postcoloniaux* en résistance.

Kwesi : Tu simplifies notre position et tu présentes nos idées respectives comme si on pouvait seulement faire soit l'un soit l'autre. Je pense qu'on peut faire les deux.

a&k : Si on reprend le point de départ de ce débat, qui était comment les procédés d'auto-définition et de hiérarchisation des différentes expériences du racisme dans les milieux antiracistes ont fait se refermer ces milieux sur eux-mêmes, les ont paralysés et rendus incapables d'agir sur la société...

Kwesi : Oui, totalement contre-productif.

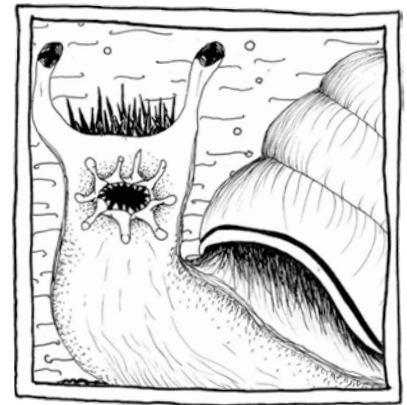
a&k : C'est ça, contre-productif – même si je ne pense pas que tout doit toujours être constructif. Il y a en tous cas eu d'autres débats dans les milieux militants allemands (*die deutsche Linke**) où de telles ruptures ont été importantes. Alors, y a-t-il, selon toi, une autre manière de faire ?

Kwesi : Pour analyser le racisme, la dynamique peut être différente si les personnes cessent de me voir, en tant que personne noire, comme seul concerné, et qu'elles considèrent que les privilèges blancs jouent aussi un rôle. Par exemple, cela conduit certaines à faire l'effort d'écouter autrement, non plus seulement mon vécu mais aussi l'analyse que j'en fais, parce qu'elles réalisent qu'il s'agit là d'une ressource qui n'est pas directement accessible à des personnes blanches. Prenons l'exemple de la campagne pour le changement des noms de rue glorifiant l'histoire coloniale ou reprenant des dénominations racistes, comme dans le dit « quartier africain » à Berlin-Wedding. Le but de cette campagne n'est pas de simplement remplacer un panneau par-ci par-là mais de changer de perspective dans les politiques de la mémoire. L'un des thèmes très controversés à ce niveau est la question du rapport entre la Shoah et les autres holocaustes.

Vassilis : Les autres holocaustes ?

Kwesi : J'utilise ce terme pour...

Vassilis : Non, non, non, stop ! Si tu étais un Allemand en train de dire ça, on aurait un problème !



Kwesi : Pour moi le terme holocauste ne sert pas spécifiquement à désigner la Shoah. Historiquement, il a aussi servi à désigner d'autres exterminations de masses. Ce qui importe c'est de se poser la question des liens existants entre ces expériences de violence collectives. [...] De mon point de vue, il y a beaucoup de liens, des liens manifestes, avec l'histoire du Sud-Ouest Africain Allemand^[6] : au niveau idéologique, au niveau des personnes impliquées, etc.

Vassilis : Mais ce que tu dis dépasse les bornes ! On ne peut pas remettre en cause la singularité de la Shoah, c'est la limite absolue de ce qui est négociable en Allemagne. C'est comme ça. Six millions de juifs et juives tués mécaniquement comme à l'usine – ça reste unique dans l'histoire mondiale. Une singularité absolue, c'est non négociable.

Kwesi : Je ne veux pas remettre en question la singularité de la Shoah. Mais imposer un choix entre singularité et continuité, ça hiérarchise les choses tout en occultant certains aspects importants. Quand je dis qu'on ne peut pas comprendre le Troisième

[6] NDT : Le territoire actuel de la Namibie a été une colonie allemande entre 1884 et 1915 et n'a finalement obtenu son indépendance qu'en 1990.

GLOSSAIRE

Reich sans prendre en compte l'histoire coloniale allemande, ça déclenche directement ce type de réflexe sur l'idée de singularité. Un exemple : il y a six mois, lors d'une table ronde, j'ai longuement échangé avec Sigfried Benker, un conseiller municipal Vert de Munich, en place depuis longtemps, qui s'était engagé à changer des noms de rue là-bas. Il a fait en sorte que la rue Von Trotha soit rebaptisée rue des Héréros^[7]. Pour d'autres rues, il a fait rédiger des commentaires, dans le même sens que la *Straßeninitiative* (association pour la rebaptisation des rues) de Berlin à laquelle je participe. Mais il y a des différences nettes dans les manières de le faire. Par exemple, j'aurais préféré qu'on remplace le nom de Von Trotha par celui d'une personnalité de la résistance et non par un groupe. Mais ma critique va plus loin, on en a débattu avec virulence – à la surprise de Monsieur Benker. Le commentaire concernant la rue de Swakopmund – à Swakopmund se trouvait un des premiers et des plus grands camps de concentration en Namibie – est formulé dans un langage euphémisé : « Suite à un « soulèvement » un « camp d'internement » a été mis en place. » J'ai objecté : il ne s'agissait pas d'un soulèvement – ça c'est du langage colonial, c'est du point de vue des colonisateurs qu'il s'agissait d'un soulèvement – mais d'une guerre de libération. Et ce n'était pas un camp d'internement : l'ordre donné par le Chancelier de l'Empire allemand était de mettre en place un « camp de concentration ». Monsieur Benker

[7] Lothar von Trotha était commandant en chef des troupes allemandes dans l'ancienne colonie du Sud-Ouest Africain Allemand. En 1904, il a dirigé les opérations qui menèrent au génocide des Héréros.

a répondu qu'il ne pouvait pas permettre que cela soit formulé ainsi, puisqu'il était de sa responsabilité de préserver la singularité de l'holocauste perpétré contre les Juifs et les Juives. Il était surpris que je lance un tel pavé dans la mare. Les liens qu'on peut faire maintenant avec les théories critiques de la blanchité se trouvent dans les réactions du public. Ceux et celles qui avaient plus de 35/40 ans ont dit que oui, Monsieur Benker avait évidemment raison. Et les plus jeunes ont dit, que non, elleux, en tant qu'Allemand-es blanc-hes pensaient qu'il fallait parler de « camp de concentration ». Illes ont parlé à partir d'une position qui rend compte des rapports de pouvoir asymétriques existants aussi dans le champ du savoir et de l'analyse historique.

Serhat : Mais pourquoi est-il important de le nommer comme ça ?

Kwesi : Parce que c'est exactement cette théorie qui les a amenés à percevoir ces processus de hiérarchisation dans le champ du savoir.

Juliane : Mais ce que je ne comprends pas, c'est le lien avec le fait que tu sois noir et qu'illes soient blanc-hes.



pouvoir de définition (suite)

définitions figées, soi-disant objectives des violences, comme le font par exemple la police et la justice. Les féministes parlent d'un pouvoir (*Macht*) et non d'un droit (*Recht*), puisqu'il s'agit bien d'un contre-pouvoir revendiqué dans le cadre de luttes contre le système patriarcal et non d'un droit qui pourrait être accordé par une instance quelconque.

Depuis les années 80, le concept a été élargi et repris par d'autres luttes (d'autres personnes que des femmes, d'autres types d'agressions que sexuelles, ...). Certaines féministes insistent bien sur le fait que ce concept est un d'outil parmi d'autres de « justice communautaire » produit dans des espaces féministes et militants, et qui parfois devrait être adapté à d'autres contextes. Le concept de *Definitionsmacht* a été critiqué – par des courants anti-féministes, on s'en doutait – mais aussi dans le cadre de luttes antiracistes : des activistes réfugiées ont notamment souligné que ce concept pouvait créer des situations où des accusations sont portées contre des personnes sans qu'on leur explique précisément ce qui leur est reproché et sans possibilité de pouvoir se défendre, ce qui n'était pas sans leur rappeler certaines expériences traumatisantes qui les avaient amenées à quitter leurs pays d'origine. Sans pour autant remettre en question la *Definitionsmacht* dans l'absolu, ces critiques ont amené certains réseaux militants à affiner et à complexifier l'approche. Vous pouvez lire plus à ce sujet dans la brochure du réseau *transact* mentionnée dans l'introduction à ce dossier (note [1] page 20). Dans le contexte français ce concept est également appliqué par des féministes, sans pour autant être une véritable instance connue de toutes, comme il l'est dans les milieux militants germanophones.

" Illes regardent si nous allons nous entre-tuer "

Kwesi : C'est une question d'accès : en fonction de nos expériences individuelles et collectives, les espaces de connaissance ne nous sont pas tous accessibles de la même manière. Si je m'appuie sur les théories féministes pour réfléchir et agir, c'est la même chose : je peux m'en servir alors que je ne suis pas une femme, mais je dois garder en tête qu'en tant que personne avec une socialisation d'homme et les privilèges qui en découlent, je n'ai pas accès à certaines connaissances.

Serhat : Mais qu'est-ce qui se passerait alors, si un blanc arrivait et disait : « *Je ne suis pas d'accord, dans le contexte actuel « camp de concentration » appelle d'autres associations d'idées. Même si c'était le terme utilisé à l'époque, aujourd'hui, quand nous lisons « camp de concentration », nous pensons à Auschwitz.* » En entendant cela et en se référant aux approches critiques de la blanchité, des personnes diraient alors : « *Tu critiques l'utilisation de ce terme, juste parce que tu n'as pas accès à certaines connaissances.* » Et ainsi, toute son argumentation pourrait être balayée.

Kwesi : Mais justement, la différence est là. Notre position n'est pas essentialiste. C'est pourquoi nous cherchons à faire des coalitions et proposons un travail d'éducation. Je suis convaincu que ça sert à quelque chose de proposer aux gens différentes sources de connaissance. Mais il ne s'agit pas uniquement de proposer du savoir. En rendant visibles ces processus de hiérarchisation, il s'agit de montrer que cette hiérarchie est marquée de colonialité*.

Vassilis : Je suis d'accord avec tout ce que tu dis. Évidemment ça

me renvoie à mes propres expériences dans les années 80, quand nous, les Kanaks^[8], avons commencé à parler de racisme en Allemagne. Les vieux messieurs sociaux-démocrates nous disaient : « *Arrêtez avec ça, vous remettez en question la spécificité de l'Holocauste. En Allemagne, on ne peut pas parler de racisme, l'idée de racisme est directement connectée à celle de l'Holocauste.* » Et pour nous alors ne restaient que les mots « haine des immigré·es », « xénophobie », « préjugés »... On s'est battu·es pour pouvoir appliquer le terme de racisme à notre situation à nous. C'est aussi pour cette raison que je ne dénigrerai jamais ton projet. Je pense par contre que nous avons des généalogies différentes du savoir antiraciste. On peut bien sûr en discuter. Mais celles et ceux qui défendent une politique des identités, qui portent des masques blancs ou noirs, nous imposent un faux débat, celui de trancher si les théories critiques de la blanchité sont bonnes ou mauvaises. Pour moi, ces critiques sont une partie intéressante d'un savoir antiraciste global. Elles rendent compte d'une certaine expérience en lien avec la situation postcoloniale et la diaspora noire. Ma manière de concevoir le racisme a émergé avec la Seconde Guerre mondiale. Mais par pitié, ne menons pas la discussion comme nous l'imposent ceux

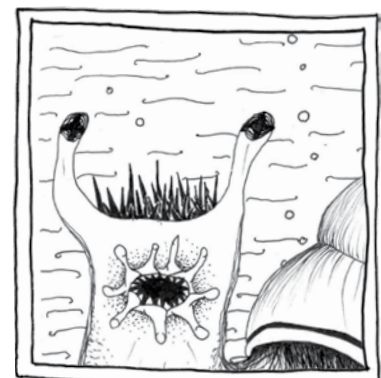
et celles qui veulent voir si, au final, nous allons nous entre-tuer. Nous devrions créer un espace réservé à la discussion du racisme, dont le cadre ne serait pas imposé par les automatismes et les évidences de notre époque.

Kwesi : Tu viens juste de dire : « *illes regardent si nous allons nous entre-tuer* ». J'ai l'impression que votre texte dans le journal *analyse & kritik* [premier article de la série] a été utilisé pour nous monter les un·es contre les autres : « *C'est kanak attack qui l'a dit !* » Pour des Allemand·es blanc·hes c'est une aubaine que nous nous dévorions entre nous. Regarde le type de réaction qu'il y a eu suite à votre article dans les milieux berlinois culturels et politiques : « *Voilà enfin une paire d'arguments pour nous débarrasser de ces personnes noires trop chiantes.* » Grand soulagement... J'aurais souhaité retrouver dans vos autres textes certaines des choses que tu viens de dire.

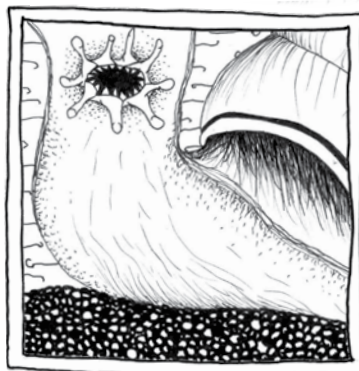
Vassilis : Tu as raison, alors allons-y maintenant.

Juliane : Attendez, moi j'ai des objections ! Je voudrais revenir au débat sur les noms de rue, parce que je ne suis pas du tout d'accord : ton analyse est basée sur tes études critiques des contextes

[8] NDT : Insulte allemande envers les immigré·es d'Europe du sud (Italien·nes, Grec·ques, Portuguais·es...) puis par extension les immigré·es arabes, perses, et principalement turc·ques. Le terme a été réapproprié en Allemagne comme auto-définition depuis les années 90. Dans ces deux usages, et malgré qu'il y ait un lien concernant l'origine du mot, il n'est jamais spécifiquement fait allusion aux luttes indépendantistes kanakes qui restent très méconnues en Allemagne.



GLOSSAIRE



historiques en rapport avec le colonialisme. Et peut-être que ta motivation à les faire vient du fait d'être noir. Quand des Allemandes blanches réfléchissent aux changements nécessaires dans l'élaboration de la mémoire collective, elles sont bien sûr amenées à le faire parce que la composition de la société a changé et qu'il importe de prendre en compte la présence des personnes noires. Mais dans les deux cas, les prises de position, par exemple concernant ce changement de nom de rue, ne sont pas seulement liées au fait d'être blanches ou noires, comme si nos subjectivités étaient complètement déterminées par nos expériences différentes du monde sur ce plan. Pour moi, c'est vraiment un problème de lier les analyses politiques et les approches théoriques à l'origine des personnes, ça divise.

Serhat : Juliane a raison. La subjectivité d'une personne se construit dans la lutte, et non à partir de sa position sociale. C'était ainsi dans l'histoire du mouvement ouvrier, et c'est pareil dans l'antiracisme. On ne peut pas faire découler les analyses et connaissances politiques uniquement des conditions de vie d'une personne, et dire, « ça vient vraiment de la couleur de sa peau, ça vient vraiment de son niveau de revenu ».

Kwesi : Mais ça, personne ne le dit !

Serhat : Quand tu parles des « accès limités à la connaissance », je n'en suis pas si sûr...

Kwesi : On parle de connaissances en tant que ressources, il ne s'agit pas de dire : « parce que tu ne l'es pas, tu n'y auras

jamais accès ». Et l'accès à ces ressources ne garantit pas non plus automatiquement des connaissances justes, il faut aussi en discuter. Sauf que vous, vous le présentez comme une erreur théorique. Vous écrivez « depuis le début, les critiques de la blancheur tournent en rond ». Ce n'est pas vrai. Cent ans de production théorique par des noires qui attire le regard sur les privilèges blancs, on ne peut pas dire qu'elle tourne en rond, seulement parce que, de-ci de-là, des personnes en font un usage simplifié et pas très intéressant.

Vassilis : Attends, tu ne peux pas t'approprier W.E.B. Du Bois et plein d'autres gens et les ranger dans les théories critiques de la blancheur. Il y a une différence entre les productions théoriques de la blancheur et celles de la *Black Experience** dans le contexte de l'Atlantique Noire*, c'est vraiment une expérience beaucoup plus large et plus riche.

a&k : Je voudrais bien revenir encore une fois à la réalité matérielle du racisme. Tout à l'heure, nous avons parlé brièvement du fait que dans une société divisée en classes, le racisme légitime les inégalités sociales...

Kwesi : Oui, à ce propos il existe une étude très intéressante, *Initiative Schwarzer Menschen in Deutschland* [ISD, association de personnes noires en Allemagne] vient tout juste d'en publier les résultats. Cette étude évalue à quel point, dans le système éducatif allemand, des personnes noires vivent des discriminations

Postcolonial, postcolonialisme, colonialité

Les théories postcoloniales, à partir des années 1980, et, au départ, surtout dans le monde anglo-saxon (États-Unis, Inde, Grande-Bretagne), dénoncent et déconstruisent des discours, des représentations coloniales du monde et la permanence de rapports de pouvoir du type colonial entre les anciens pays colonisés et les métropoles.

Il faut rappeler l'importance de la colonisation dans l'histoire et l'actualité mondiales pour comprendre la portée politique de ces théories :

« En 1800, les puissances occidentales revendiquaient 55% de la surface de la terre, mais en détenaient en fait à peu près 35%. En 1878, elles en possédaient 67% : leur taux d'expansion avait donc été de 210 000 kilomètres carrés par an. En 1914, ce taux de croissance avait atteint le chiffre ahurissant de 620 000 kilomètres carrés par an, et l'Europe détenait une superficie totale grandiose, environ 85% de la surface de la terre, en colonies, protectorats, pays dépendants, dominions et commonwealth. »

Edward Said, *Culture et Impérialisme*, 1992. À partir de là, des personnes et des mouvements intellectuels et/ou politiques se sont attachés à comprendre et à défaire les rapports de pouvoir postcoloniaux, ceci dans plusieurs pays et particulièrement au Moyen-Orient et en Inde, où ces théories ont déjà une longue histoire. En France (et en français), elles sont relativement récentes et restent très minoritaires aussi dans les réseaux militants, malgré de claires volontés de les rendre effectives :

postcolonialyon.wordpress.com. Dans d'autres espaces, les théories postcoloniales ont déjà largement circulé et ont été critiquées. Pour des auteurs comme Vivek Chibber, ces analyses accordent trop d'attention aux discours, aux représentations sociales (posture postmoderne*) et pas assez aux systèmes de production et de reproduction sociales (postures matérialistes et modernes). Les mouvements décoloniaux d'Amérique latine expriment aussi



spécifiques. Le résultat : jusqu'aux classes de collège, les élèves noires, quels que soient leurs liens avec le continent africain, voient les discriminations racistes peser plus lourdement sur leur parcours scolaire que les effets positifs induits par l'appartenance à une classe sociale aisée, liée au niveau d'études de leurs parents. C'est à noter parce que cette appartenance à une classe sociale est considérée comme le plus important facteur de succès dans le système éducatif allemand. Je voudrais maintenant faire une étude, dans deux arrondissements berlinois, sur la réussite scolaire au passage de la 6^e à la 7^e année^[9] – tout ça en proposant aux personnes de se définir elles-mêmes selon diverses catégories. Parce que moi ou ma fille, par exemple, nous sommes autrement concernées par le racisme que des Allemandes d'origine turque ou asiatique. Et c'est exactement là-dessus que j'aimerais avoir des données, car jusqu'à maintenant, on ne collecte pas de données spécifiques sur les personnes noires.

Juliane : Le problème d'une enquête comme tu la proposes, c'est, à mes yeux, de faire comme s'il était possible de séparer parfaitement les différents groupes, tout comme les partisans de la ségrégation le fantasment.

[9] NDT : En moyenne les élèves ont entre 11 et 12 ans, ce qui équivaut au passage de la 6^e à la 5^e dans le système scolaire français.

Kwesi : Les catégories doivent rester flexibles et elles doivent se négocier en concertation avec les communautés. Mais se cacher derrière l'affirmation que collecter ces chiffres serait essentialisant, revient à dire qu'on ne peut pas prouver le racisme structurel dans ses effets concrets et dans toutes ses manières de créer de la différence. Et ça, c'est le contraire de *l'empowerment*.

Vassilis : Je me suis rendu compte d'une chose aujourd'hui. Vous dites que nos arguments sont utilisés par celles et ceux qui n'attendent que ça pour se dédouaner des accusations de racisme. Nous refusons catégoriquement que certain·es se sentent autorisé·es par notre texte, au nom de l'analyse critique du racisme, à nier la place de l'expérience noire dans le continuum raciste que représente l'Allemagne ! Les études critiques de la blanchité appartiennent bien au spectre de l'analyse critique du racisme. Cela n'empêche pas de pointer que certains aspects de leurs productions théoriques et de leurs applications pratiques sont problématiques. On a commencé à discuter de la notion de « privilège ». La notion de rapports de domination pose également problème. C'est pour ça que des tensions existent dans le champ de l'analyse critique du racisme. J'espère que de votre côté, vous avez aussi compris les raisons de notre intervention. Par mes textes, je voulais soutenir les personnes avec lesquelles j'ai mené des luttes politiques antiracistes depuis des années, sans nier les conflits exis-

tants. Je voulais critiquer les applications concrètes des critiques de la blanchité qui détruisent les réseaux transnationaux *No Border*. Elles créent vraiment une idéologie qui vise une pureté du discours.

Kwesi : J'ai compris tout ça. Mais votre silence dans ce débat, je l'ai quand même perçu comme un manque de solidarité et ça a servi les mauvaises personnes.

Vassilis : Je n'ai pas du tout eu conscience des controverses autour de nos textes. J'ai lu deux textes sur des blogs, c'est tout. Je participe à des débats sur le racisme dans toute l'Allemagne, à Berlin aussi. Personne n'est venu pour ça ! On n'a même pas reçu un seul mail là-dessus. Nous vivons dans des réalités différentes. Je n'ai pas le temps de regarder des sites internet pendant des heures. Je suis prêt à débattre, mais personne n'a envie de discuter. Pour moi, la conséquence est qu'on a besoin de nouveaux formats pour pouvoir discuter ensemble. Cela n'est possible qu'en se rencontrant, en se disputant et en faisant des choses ensemble.

a&k : Est-ce que vous savez pourquoi la discussion, par exemple, au campement *No Border* a été aussi virulente ? Pourquoi les approches critiques de la blanchité font autant polémique [en Allemagne] ?

Juliane : Une des raisons est que c'est fatiguant de travailler sur des conflits politiques ; parce qu'il

s'agit bien là, d'un conflit politique. Beaucoup de personnes essaient alors de régler le problème de manière « policière », en cherchant à déterminer qui serait autorisé à s'exprimer par rapport à quel sujet et qui aurait le plus raison. C'est une démarche très confortable : de tels calculs produisent facilement le sentiment d'être du bon côté, au sens d'être du côté de la position la plus critique. Mais cette démarche gomme la dimension politique : se frotter les un-es aux autres, faire face aux conflits, développer des analyses communes qui nous portent pour un moment. Au fond, c'est aussi une démarche confortable, parce que derrière, on n'est même pas obligé-es de construire des luttes politiques avec ça.

a&k : Vous décrivez la réflexion permanente sur les privilèges comme stérile, alors selon vous, comment est-ce qu'on devrait faire ?

Serhat : Il doit y avoir un moyen d'aborder tout cela sans aboutir à des assignations identitaires. Identité et position sociale sont des termes qui ne sont pas dynamiques, ce sont des approches figées, qui compromettent la possibilité de changement social. Ce qui est important pour moi, c'est de produire une terminologie dynamique qui permette de penser le changement.

Kwesi : Je continue à penser que ce type de réflexion est important. Et c'est peut-être aussi pour ça que la discussion sur ces sujets est si virulente : il existe, en sciences sociales, des études empiriques sur la « dynamique de la négation », comme celles de Philomena Essed ou, spécifiquement sur le contexte antiraciste allemand, celle d'Anja Weiß *Rassismus wider Willen* [le racisme involontaire]. Selon le modèle de Paul Gilroy, si je te raconte une expérience d'oppression et que tu es privilégié-e, dans un premier temps, tu vas rejeter ce que je raconte. Si j'insiste, tu vas commencer à te sentir coupable parce que tu vas réaliser que tu te trouves de l'autre côté du privilège. La culpabilité se transforme alors en honte et tu comprends qu'il y a une relation entre ton privilège et mon oppression. Et peut-être, viendra le moment où tu vas finir par admettre ce que je dis. En conséquence il devrait y avoir des « réparations » – y compris des réparations symboliques, c'est-à-dire la reconnaissance qu'il existe une autre perspective sur cette histoire partagée. Je suis régulièrement confronté à ce type de scénario. Grâce à l'émergence des études critiques de la blancheur, les discussions à ce sujet sont bien plus souvent intéressantes maintenant qu'il y a quelques années.



GLOSSAIRE

Postcolonial (suite)

des critiques contre les approches postcoloniales considérées comme trop académiques, pas assez proches des réalités sociales... Ces derniers comprennent la proposition « décoloniale » comme un processus politique qui doit s'inscrire à tous les niveaux des sociétés pour déconstruire les modes de pouvoir produits par le colonialisme qu'ils nomment la « colonialité du pouvoir » : « *C'est ainsi que la race, à la fois mode et résultat de la domination coloniale moderne*, a imprégné tous les champs du pouvoir capitaliste mondial. Autrement dit, la colonialité s'est constituée dans la matrice de ce pouvoir, capitaliste, colonial/moderne et eurocentré. Cette colonialité du pouvoir s'est avérée plus durable et plus enracinée que le colonialisme au sein duquel elle a été engendrée, et qu'elle a aidé à s'imposer mondialement.* » (Anibal Quijano, « *Race* » et *colonialité du pouvoir*, 2007).

Atlantique Noir / Black Experience

Par Atlantique Noir, le théoricien britannique Paul Gilroy décrit un espace culturel transnational, un lieu d'échanges et de liens au sein duquel se construisent et se dé-construisent sans cesse les cultures noires. L'océan atlantique est ici pensé comme un lieu traversé par les histoires des Africain-es mis-es en esclavage, déplacé-es dans le cadre du système colonial, de la diaspora noire aux Amériques et en Europe. Gilroy parle de la diaspora noire non pas dans l'idée plus « classique » d'une conscience communautaire et d'une sorte de mémoire d'une terre des origines. Tout au contraire, l'Atlantique Noir conteste les visions essentialistes et ethnisantes des cultures noires, puisqu'il se veut un espace de mobilité, d'expériences et de savoirs noirs qui, depuis le système esclavagiste, donne naissance à des contre-cultures hybrides que les lectures eurocentrées de la modernité* se sont obstinées à ignorer ou à mépriser. Il est



Serhat : Ce qui ne me va pas du tout, c'est de considérer que les hiérarchisations racistes et les accès limités à des connaissances ne pourraient être mis en lumière que par les analyses du privilège blanc. Il existe pourtant une toute autre version, qui aborde l'histoire avec d'autres perspectives. Je voudrais illustrer cela par une citation d'un militant des *Black Panthers* de Chicago, Bob Lee, qui disait en 1968, en référence à la *Rainbow Coalition*^[10] des années soixante : « Il n'y a rien de mal à construire de la fierté de soi, de sa communauté, de sa culture et de son peuple. Toutefois, certaines personnes restent bloquées dans cette phase et ne la dépassent jamais. Rainbow Coalition était juste un nom de code pour lutte des classes. » Autre exemple : il y a quelques temps, j'ai assisté à une conférence sur les études postcoloniales à l'université Humboldt de Berlin. Une professeure disait en substance : « Je veux que mes étudiant·es allemand·es blanch·es se sentent vraiment mal, pour qu'elles voient pour une fois ce que ça fait. » Cette approche existe également dans des ateliers de conscientisation. Mais, la honte et la culpabilité sont des approches grotesques, si le but est de construire des

démarches progressistes, émancipatrices, qui pourraient nous faire avancer. La honte, la culpabilité et surtout la peur suscitent toujours des réponses défensives réactionnaires. Nous avons besoin d'autre chose. Tu dis que ton intention n'est pas de déclencher ces sentiments, qu'ils arrivent comme un réflexe défensif. Mais, en fin de compte nous parlons d'un tout petit cercle de personnes : les milieux antiracistes. Nous ne parlons pas du tout de personnes qui n'ont aucun problème à tenir des propos racistes. Et dans ce contexte, cette stratégie est pour moi inadaptée, disproportionnée. Je la trouve contre-productive, parce qu'elle ne nous permet pas de toucher les personnes qu'il faudrait gagner à notre cause pour libérer cette société du racisme.

Sharon : Pour moi, c'est vraiment abusif d'interpréter les choses comme vous le faites. Pour rester dans le concret, je vais parler de ma situation en tant que mère noire en Allemagne. Quand j'interviens dans le débat sur les livres pour enfants^[11], la société dominante ne me perçoit pas comme une spécialiste mais au mieux comme l'une des « concerné·es ».

C'est exactement pour cette raison qu'il est important que des personnes critiquent ce qui se passe dans ce débat à partir de différentes positions. Si je me positionne en tant que femme noire, on me reproche – c'est ce que je peux lire dans les commentaires – de vouloir faire la victime, de seulement me plaindre et pleurer. Pourtant, « femme noire » est pour moi une auto-définition politique qui me permet de m'inscrire dans une histoire de résistances de femmes noires et de continuer à agir dans ce contexte. J'aime m'organiser politiquement avec d'autres, mais je veux savoir avec qui je m'organise. Le positionnement politique est pour moi un code, pour savoir qui sont les gens, et si nous avons un langage commun.

Kwesi : J'ai remarqué à plusieurs reprises que vous décriviez notre position comme si elle était monolithique. Je ne pense pas non plus qu'il soit nécessaire de ressentir de la culpabilité et de la honte pour amorcer une prise de conscience. Mais ces réflexes défensifs sont quand même souvent là, par exemple lorsque je dis qu'en Namibie il s'agissait bien de camps de concentration. Ce qui provoque ces réactions défensives, c'est le fait que l'identité allemande, l'image que les Allemand·es se font d'eux-mêmes, est traversée par

[10] La *Rainbow Coalition* [coalition arc-en-ciel] était, aux États-Unis, un regroupement d'organisations antiracistes fondé à la fin des années soixante suite au Mouvement des droits civiques. Y participaient, par exemple, les *Black Panthers*, le Mouvement Amérindien et les *Young Lords* (un rassemblement d'Étatsunien·nes d'origine portoricaine), mais aussi des organisations de gauche comme la *Young Patriots Organization*, qui étaient actives dans les quartiers pauvres blancs et qui se sont solidarisées avec la lutte antiraciste du *Black Power Movement*. Il ne faut pas la confondre avec la *Rainbow Coalition* qui a suivi la campagne électorale pour les présidentielles de 1984, menée en faveur des droits civiques par Jesse Jackson.

[11] NDT : En 2013 la décision d'une maison d'édition de changer le terme « nègre » du livre *Die kleine Hexe* (La petite sorcière), grand classique de la littérature pour enfants en Allemagne écrit en 1957, pour lui préférer un mot sans connotation raciste, avait déclenché une énorme polémique dans les milieux de la culture allemands. Voir à ce sujet : *Le retrait du mot nègre d'un livre divise l'Allemagne*, *Libération*, 19 janvier 2013.

"La honte, la culpabilité et surtout la peur suscitent toujours des réponses défensives réactionnaires. Nous avons besoin d'autre chose"

l'idée qu'elles se seraient suffisamment confronté-es à leur passé et qu'elles l'auraient réglé. Et si moi je viens compliquer les choses en disant qu'il n'y a pas eu de travail de recherche et de reconnaissance concernant le colonialisme allemand, cela fait réaliser aux gens : « *Oh mon Dieu, ça veut dire que je n'ai pas fait tout ce qu'il faut pour être un bon Allemand* ». Les émotions montent alors, mais sans que moi j'ai employé des méthodes particulières pour les provoquer.

Les auteur·es :

Juliane Karakayali est professeure en sociologie à l'Université protestante de Berlin. **Vassilis Tsianos** enseigne la sociologie des migrations à l'Université de Hambourg. **Serhat Karakayali** est chercheur invité à l'Université de Hambourg.

Vassilis et Serhat étaient actifs dans le réseau *kanak attack*. Le réseau n'existe plus vraiment, mais en suivant ce lien : <http://www.kanak-attak.de>, on peut trouver leur manifeste, entre autres, en version française.

Avec **Aïda Ibrahim**, tous les quatre participent au *Netzwerk kritische Migrations- und Grenzregimeforschung* [réseau de recherche critique sur les migrations et les régimes de frontières].

Une dernière chose : je pense aussi qu'on ne peut pas rejeter entièrement les politiques des identités. En Allemagne beaucoup de gens ne reconnaissent pas que le racisme structure toute la société. Elles l'individualisent et l'excusent. Dans ce contexte, la construction d'identités collectives de personnes noires ou de PoC participe largement d'une stratégie d'*empowerment*.

Paru dans *analyse&kritik* 584, 21 juin 2013

Artur Dugalski, Eleonora Roldán Mendivil et **Malik Hamsa** vivent à Berlin et à Hambourg et travaillent dans différents contextes politiques sur les questions du racisme, de la blancheur et de l'antisémitisme.

Sharon Dodua Otoo est écrivaine et directrice d'édition de la collection *Witnessed* pour les Éditions *Assemblage*.

Joshua Kwesi Aikins est politiste et doctorant à l'Université de Bielefeld, il est engagé dans des mouvements pour les changements des noms de rue coloniaux. Joshua Kwesi Aikins et Sharon Dodua Otoo sont actives dans l'*Initiative Schwarze Menschen in Deutschland* [IDS, association de personnes noires en Allemagne].

Jan Ole Arps et **Romin Khan** modèrent la discussion et font partie de la revue *analyse&kritik*.

GLOSSAIRE

Atlantique Noir (suite)

important de penser l'Atlantique Noir comme un espace en continuuel mouvement. Le livre *The Black Atlantic* a été publié en 1993, voici l'extrait d'une interview avec Paul Gilroy en 2008 dans la revue *Africultures* : « *Si vous regardez les statistiques aujourd'hui, vous verrez que les personnes d'origine caribéenne représenteront bientôt la minorité des Noirs vivant [en Grande Bretagne]. La majorité sera composée d'Africains pour qui l'histoire de l'esclavage n'a pas la même résonance. Nous nous trouvons à un stade de transition entre une ancienne communauté noire, la communauté caribéenne, et une nouvelle, d'origine africaine. Cette dernière étant tout autant divisée par la religion, la culture, la langue et l'expérience. Ses ressortissants ne sont pas tous réfugiés politiques, demandeurs d'asile ou venant d'une zone de guerre. La question est de savoir si la communauté britannique noire sera assez forte pour intégrer l'expérience de ces migrants qui contribuent à la formation d'une nouvelle communauté noire d'Angleterre ? Je ne sais pas quelle est la réponse à cela. J'espère que la réponse sera positive, mais il se peut que les craintes liées à l'insécurité et l'islamophobie soient des facteurs négatifs. Quand j'ai écrit *The Black Atlantic*, je pensais à l'histoire de l'esclavage. Je n'aurais jamais pensé qu'un jour il y aurait des personnes qui remonteraient les côtes de l'Afrique de l'Ouest dans un petit bateau pour atteindre les pays de l'Union européenne. Alors, peut-être y a-t-il un autre Atlantique Noir fait de l'expérience de ces personnes qui ont quitté l'Afrique afin d'entrer dans la forteresse du monde développé ? »*

